SCP Mallet & Autres
Commissariat aux Comptes

Associés
Sylvie Mallet-Bozier
Françoise Mallet

« AFFEM »

Association déclarée loi du 1er juillet 1901
Siège social : 84 rue Villeneuve
92587 – CLICHY CEDEX

SIRET : 448 557 603 00018
N.A.F. : 8559 A

EXERCICE 2014

RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

du 19 juin 2015

« AFFEM »
Association déclarée loi du 1er juillet 1901
Siège social :84 rue Villeneuve
92587 – CLICHY CEDEX
SIRET : 91 076 916 00018
N.A.F. : 8559 A

EXERCICE 2014

RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
du 19 juin 2015

Mesdames, Messieurs les membres de l'association,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire en date du 22 juin 2009, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2014, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de l'Association «AFFEM» tels qu'ils sont joints au présent rapport,

- La justification de nos appréciations,

- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la Loi,

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

.../...

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté de comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de justification particulière.

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 2 juin 2015

S. MALLET-BOZIER
Gérante de la S.C.P. « MALLET ET AUTRES »
Membre de la compagnie régionale de Paris

« AFFEM »

Association déclarée loi du 1er juillet 1901
Siège social : 84 rue Villeneuve
92587 – CLICHY CEDEX

SIRET : 448 557 603 000 18
N.A.F. : 8559 A

EXERCICE 2014

COMPTES ANNUELS

Document comprenant 16 pages

Bilan actif

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 31/12/2014	Net 31/12/2013
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	122 063	122 063		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	4 500	3 204	1 296	2 796
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	811	811		
Autres immobilisations corporelles	134 159	119 594	14 565	16 043
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				4 500
Autres immobilisations financières	1 120		1 120	21 842
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**262 652**	**245 672**	**16 981**	**45 181**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en–cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En–cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				**8 115**
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	410 915	6 179	404 736	537 384
Autres créances	26 360		26 360	23 636
Capital souscrit et appelé, non versé				
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement	19 685		19 685	19 685
Disponibilités	64 910		64 910	259 791
Charges constatées d'avance (3)	889		889	28 466
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**522 759**	**6 179**	**516 580**	**877 076**
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**785 411**	**251 851**	**533 560**	**922 257**
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2014	31/12/2013
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contactuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	211 477	192 321
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**-149 936**	**19 156**
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**61 541**	**211 477**
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	19 672	
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**19 672**	
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	466	25 357
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	228 339	346 236
Dettes fiscales et sociales	223 467	198 202
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	76	
Produits constatés d'avance (1)		140 985
TOTAL DETTES	**452 346**	**710 780**
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	**533 560**	**922 257**
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	451 881	685 423
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2014	31/12/2013
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	1 191 309		1 191 309	1 379 857
Chiffre d'affaires net	**1 191 309**		**1 191 309**	**1 379 857**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			15 329	20 166
Autres produits			146	166
Total produits d'exploitation (I)			**1 206 784**	**1 400 190**
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			765 937	954 843
Impôts, taxes et versements assimilés			3 087	18 411
Salaires et traitements			377 146	287 489
Charges sociales			165 133	122 769
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
– Sur immobilisations : dotations aux amortissements			12 529	11 218
– Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
– Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			6 179	3 498
– Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			14 406	3
Total charges d'exploitation (II)			**1 344 417**	**1 398 232**
RESULTAT D'EXPLOITATION (I–II)			**-137 633**	**1 958**
Quotes–parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)				
RESULTAT FINANCIER (V–VI)				
RESULTAT COURANT avant impôts (I–II+III–IV+V–VI)			**-137 633**	**1 958**

Compte de résultat - suite

	31/12/2014	31/12/2013
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	8 680	2 452
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		24 000
Total produits exceptionnels (VII)	**8 680**	**26 452**
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	2 243	9 229
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	19 672	
Total charges exceptionnelles (VIII)	**21 916**	**9 229**
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII–VIII)	**-13 236**	**17 223**
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-933	25
Total des produits (I+III+V+VII)	**1 215 464**	**1 426 642**
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**1 365 400**	**1 407 486**
BENEFICE OU PERTE	**-149 936**	**19 156**
(a) Y compris :		
– Redevances de crédit–bail mobilier		
– Redevances de crédit–bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Suite à la révision du bail, une franchise a été accordée par le bailleur pour un montant de 21 090 euros

Règles générales

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2014 au 31/12/2014.

Les notes ou tableaux ci–après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2014 par les dirigeants de l'entreprise.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2014 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 08/09/2014, en application des articles L. 123-12 à L. 123-28 et R. 123-172 à R. 123–208 du code de commerce.
Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Concessions, logiciels et brevets : 1à 3 ans
* Installations techniques : 5 à 10 ans
* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
* Matériel informatique : 3 ans
* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2014 a été constaté pour un montant de 5 065 Euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 – Charges de personnel – CICE.

Le produit du CICE comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	126 563			126 563
Immobilisations incorporelles	**126 563**			**126 563**
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	811			811
– Installations générales, agencements aménagements divers	3 453			3 453
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	121 154	9 551		130 706
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours				
– Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	**125 418**	**9 551**		**134 969**
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations				
– Autres titres immobilisés				
– Prêts et autres immobilisations financières	26 342		25 222	1 120
Immobilisations financières	**26 342**		**25 222**	**1 120**
ACTIF IMMOBILISE	**278 324**	**9 551**	**25 222**	**262 652**

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		9 551		9 551
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		**9 551**		**9 551**
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions			25 222	25 222
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice			**25 222**	**25 222**

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	123 767	1 500		125 267
Immobilisations incorporelles	**123 767**	**1 500**		**125 267**
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	811			811
– Installations générales, agencements aménagements divers	1 647	691		2 337
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	106 918	10 338		117 257
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	**109 375**	**11 029**		**120 404**
ACTIF IMMOBILISE	**233 143**	**12 529**		**245 672**

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 120		1 120
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	410 915	410 915	
Autres	26 360	26 360	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	889	889	
Total	**439 284**	**438 164**	**1 120**
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice	4 500		

Produits à recevoir

	Montant
Clients prod.non enc.fact	8 017
Ijss a recevoir	158
Etat, Produits A Recevoir	3 000
Total	**11 175**

Affectation du résultat

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	19 156
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	**19 156**
Affectations aux réserves	19 156
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	
Total des affectations	**19 156**

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2014	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2014
Réserves générales	192 321	19 156	19 156		211 477
Résultat de l'exercice	19 156	-19 156	-149 936	19 156	-149 936
Total Capitaux Propres	**211 477**		**-130 779**	**19 156**	**61 541**

La provision constituée au titre de l'exercice pour un montant de 19 156 euros concerne l'estimation prudente du ru risque liée à un litige prud'homal. La provision concerne un tiers de la demande.

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine				
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	228 339	228 339		
Dettes fiscales et sociales	223 467	223 467		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	76	76		
Produits constatés d'avance				
Total	**451 881**	**451 881**		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Frs fact. non parvenues	19 323
Conges payes reseau	24 339
Ch. soc. / cp reseau	10 879
Etat, charges a payer	6 499
Clients, Aae	76
Total	**61 115**

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constat. d avance	889		
Total	**889**		

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2014
Professionnalisation	73 501
FPC	706 150
Prestations ingénierie	44 900
Prestations diverses	348 685
Mise à disposition personnel	15 842
Refacturation frais	2 232
TOTAL	**1 191 309**

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 14 756 Euros

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de reconstitution de leur fonds de roulement.